

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Conseil d'administration
Deuxième session ordinaire**

Rome, 10-13 novembre 2014

PROGRAMMES DE PAYS

**Point 7 de l'ordre du
jour**

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE

WFP/EB.2/2014/7/2

8 octobre 2014

ORIGINAL: ANGLAIS

PROGRAMME DE PAYS GUATEMALA 200641 (2015–2019)

Marqueur de l'égalité hommes-femmes 2A

<https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/gm-overview-fr.pdf>

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur régional, OMP*: M. M. Barreto courriel: miguel.barreto@wfp.org

Directeur de pays: M. M. Touchette courriel: mario.touchette@wfp.org

Pour toute question relative à la disponibilité de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Bureau régional de Panama (Amérique latine et Caraïbes)

RÉSUMÉ

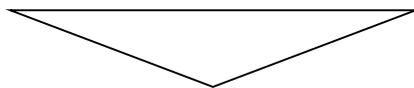
Avec un produit intérieur brut par habitant de 2 650 dollars É.-U., le Guatemala appartient à la catégorie des pays à revenu intermédiaire. Cependant, il est l'un des plus inégalitaires au monde, avec un coefficient de Gini de 53,7, et il se classe au 133^e rang sur 187 pays selon l'indice de développement humain. La prévalence de la malnutrition chronique est de 49,8 pour cent chez les enfants de 6 à 59 mois; elle dépasse 70 pour cent dans les municipalités les plus durement touchées, et est particulièrement élevée au sein des populations autochtones. Il existe une corrélation étroite entre la malnutrition chronique et la pauvreté, les habitudes nutritionnelles inadaptées et les mauvaises conditions de vie. Les longues périodes de sécheresse aggravent les pénuries alimentaires, ce qui renforce la vulnérabilité face à l'insécurité alimentaire et la malnutrition aiguë, en particulier dans le "couloir de la sécheresse". Le choix des zones d'intervention repose sur les études de vulnérabilité détaillées réalisées depuis 2012.

Le programme de pays concorde avec: i) les priorités du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement concernant le développement rural intégré, la gestion durable des ressources naturelles, et la sécurité alimentaire et nutritionnelle; ii) les priorités arrêtées par le Gouvernement visant à faire reculer la malnutrition chronique et à éviter les décès causés par la malnutrition aiguë, et les politiques nationales en matière de développement rural et de problématique hommes-femmes; et iii) les Objectifs stratégiques 3 et 4 exposés dans le Plan stratégique du PAM pour 2014–2017. La concertation menée avec le Gouvernement, les donateurs, les organisations non gouvernementales, les organismes des Nations Unies et les bénéficiaires a orienté la conception de ce programme.

L'objectif d'ensemble du programme consiste à s'attaquer aux multiples aspects de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et à ses causes sous-jacentes dans le cadre d'une démarche intégrée, en recueillant des éléments factuels concernant les effets des interventions réalisées au titre du Pacte "Faim zéro" et en encourageant la maîtrise nationale des activités et la reproduction à plus grande échelle des pratiques optimales. Cette stratégie intégrée est structurée autour de trois composantes: i) prévenir et réduire la malnutrition grâce à la distribution d'aliments composés enrichis et à l'éducation nutritionnelle; ii) renforcer la résilience dans les zones particulièrement exposées aux catastrophes, et améliorer la disponibilité alimentaire tout au long de l'année grâce à des activités d'Assistance alimentaire pour la création d'avoirs faisant appel à différentes modalités de transferts monétaires et alimentaires; et iii) améliorer les revenus des petits paysans grâce à une production plus abondante et de meilleure qualité, à la réduction des pertes après récolte et à la vente des excédents sur les marchés. Le renforcement des capacités des pouvoirs publics sera effectué dans le cadre de chaque composante.

Le PAM fera bénéficier ses partenaires au sein des pouvoirs publics des enseignements et des pratiques optimales, l'objectif étant qu'elles soient reproduites à plus grande échelle et intégrées aux politiques nationales. Il mettra l'accent sur le rôle des femmes dans les processus de prise de décisions. Les thèmes transversaux sont le développement des capacités, l'attention portée aux aspects culturels, l'éducation à la nutrition, les partenariats, la protection et la responsabilité à l'égard des bénéficiaires.

PROJET DE DÉCISION*



Le Conseil approuve le programme de pays Guatemala 200641 (2015–2019) (WFP/EB.2/2014/7/2), qui est proposé, lequel requiert 12 005 tonnes de produits alimentaires d'un coût de 10,8 millions de dollars, des transferts monétaires et des bons d'un coût de 3 millions de dollars et des activités de développement et d'augmentation des capacités d'un coût de 1,7 million de dollars, le coût total pour le PAM étant de 20,2 millions de dollars.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

JUSTIFICATION DU PROGRAMME

1. Avec un produit intérieur brut par habitant de 2 650 dollars, le Guatemala appartient à la catégorie des pays à revenu intermédiaire¹. Cependant, il est l'un des plus inégalitaires au monde, avec un coefficient de Gini de 53,7², et il se classe au 133^e rang sur 187 pays selon l'indice de développement humain³.
2. Le Guatemala n'a pas suffisamment progressé sur la voie de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). La prévalence de la malnutrition chronique chez les enfants de 6 à 59 mois est de 49,8 pour cent à l'échelle nationale, soit un taux très éloigné de la cible à atteindre aux termes des OMD (29 pour cent); elle dépasse 70 pour cent dans certains départements, est particulièrement élevée au sein des populations rurales et autochtones⁴, et atteint 65,9 pour cent chez les enfants autochtones⁵. Ces taux sont les plus forts de la région et parmi les plus élevés au monde.
3. Le taux global de pauvreté a augmenté, passant de 51 pour cent à 53,7 pour cent entre 2006 et 2011; selon les estimations, la pauvreté extrême touche 13,3 pour cent de la population. Les moyennes nationales masquent des niveaux plus élevés dans certaines zones, en particulier les hauts plateaux, où 34,9 pour cent de la population vit dans l'extrême pauvreté⁶.
4. Selon l'indice mondial mesurant les inégalités entre les sexes de 2011, le Guatemala se classe en 112^e position sur 135 pays, soit le plus mauvais score d'Amérique latine. Bien que la mortalité maternelle ait reculé, passant de 153 décès pour 100 000 naissances vivantes en 2000 à 140 en 2011⁷, ce taux reste parmi les plus élevés de la région.
5. Dans l'ensemble du pays, 429 630 ménages vivent aujourd'hui en situation d'insécurité alimentaire grave⁸. L'insécurité alimentaire et nutritionnelle résulte de la combinaison de plusieurs facteurs: la pauvreté, des inégalités, des conditions de vie médiocres, un niveau d'éducation insuffisant et des habitudes inappropriées en matière de nutrition et d'alimentation⁸. Les femmes ne contrôlent pas les ressources, ce qui a des répercussions préjudiciables sur les habitudes de consommation; en effet, lorsque ce sont elles qui gèrent

¹ Agency for International Development (États-Unis) (USAID). 2012. Guatemala Country Development Cooperation Strategy 2012–2016. Washington.

² PAM. 2013. *Evaluation of the Impact of Food for Assets on Livelihood Resilience in Guatemala: Volume II – Annexes*. Étude effectuée à la demande du Bureau de l'évaluation. Rome.

³ Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). 2012. Indices de développement humain, données disponibles à l'adresse <http://hdr.undp.org/fr/data>.

⁴ Institut national des statistiques. 2009. Enquête nationale sur la santé maternelle et infantile – ENSMI (2008-2009). Guatemala (ville).

⁵ Ministère de la planification et de la programmation. 2010. *Tercer Informe de Avances en el Cumplimiento de los Objetivos de Desarrollo del Milenio*. Guatemala.
<http://www.undp.org/content/dam/undp/library/MDG/english/MDG%20Country%20Reports/Guatemala/Binder1.pdf> (page consultée le 28 août 2014).

⁶ Institut national des statistiques. 2011. Enquête nationale sur les conditions de vie – ENCOVI (2011). Guatemala.

⁷ Ministère de la santé publique et de l'aide sociale. 2012. Enquête nationale sur la santé. Guatemala.

⁸ PAM. 2012. Analyse et cartographie de la vulnérabilité: Mapeo y análisis de la desnutrición crónica en Guatemala. Guatemala.

le budget du ménage, elles consacrent généralement des sommes deux fois plus importantes que les hommes aux achats alimentaires⁹.

6. Compte tenu de l'indice de vulnérabilité face à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle¹⁰, 166 municipalités sont prioritaires dans la stratégie de lutte contre la faim arrêtée par le Gouvernement. Cet indice, complété par l'analyse et la cartographie de la vulnérabilité (ACV) réalisées par le PAM en 2012, permet de délimiter les zones géographiques qui se caractérisent par une forte concentration des risques et de la vulnérabilité. Selon l'ACV, les hauts plateaux de l'ouest du pays sont la région la plus touchée par la malnutrition chronique.
7. La prévalence de la malnutrition aiguë est globalement faible (1,4 pour cent)⁴, mais elle sévit avec plus de virulence dans le couloir de la sécheresse durant la période de soudure, au cours de laquelle les pénuries alimentaires, exacerbées par les fréquents épisodes de sécheresse, aggravent l'insécurité alimentaire et nutritionnelle¹¹.
8. Les taux de surpoids et d'obésité sont élevés chez les femmes en âge de procréer, puisqu'ils atteignent respectivement 37,5 pour cent et 20,3 pour cent en zone urbaine, et 33,4 pour cent et 12,1 pour cent en zone rurale. Or le surpoids et l'obésité sont en partie la conséquence d'une mauvaise nutrition durant la petite enfance.
9. La prévalence du VIH est de 0,79 pour cent au sein de la population adulte⁷. Les rapports sexuels non protégés, qui constituent le principal mode de transmission, représentent 94 pour cent des cas, et la transmission de la mère à l'enfant 5,1 pour cent. Les personnes vivant avec le VIH sont particulièrement exposées aux carences nutritionnelles¹².
10. Dans les zones rurales, les ménages tirent leur subsistance d'activités fragiles et précaires; 70 pour cent de la population rurale travaille dans l'agriculture ou l'exploitation forestière. En 2011, les paysans pratiquant une agriculture de subsistance et ceux qui commencent à commercialiser des excédents ont produit 68 pour cent du maïs et 33 pour cent des haricots, ce qui démontre l'importance de la petite agriculture¹³. La proportion de ménages dirigés par une femme atteint 16 pour cent, et elles représentent 10 pour cent de la main-d'œuvre, mais ne contrôlent que 7,8 pour cent des surfaces agricoles¹⁴.
11. Les marchés locaux de produits alimentaires sont unifiés et stabilisés, et la disponibilité des aliments de base y est satisfaisante, même en cas de crise d'ampleur limitée. Cependant, le manque de moyens économiques permettant de se procurer des produits alimentaires constitue une difficulté majeure pour la plupart des groupes vulnérables¹⁵.

⁹ Banque mondiale. 2007. Module 12, Gender in Crop Agriculture. *Gender in Agriculture Sourcebook*. Washington.

¹⁰ Ministère de l'agriculture et Secrétariat chargé de la sécurité alimentaire et de la nutrition. 2011. *Priorización de Municipios a Través del Índice de Vulnerabilidad a la Inseguridad Alimentaria y Nutricional de la Población de Guatemala (IVISAN)*. Guatemala.

¹¹ Gouvernement guatémalteque. 2012. *Pacte "Faim zéro"*. Guatemala.

¹² ONUSIDA. 2012. *Informe Nacional sobre los Progresos Realizados en la Lucha Contra el VIH y SIDA*. Guatemala.

¹³ Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation. 2012. *Programa de Agricultura Familiar para el Fortalecimiento de la Economía Campesina – PAFPEC 2012–2015*. Guatemala.

¹⁴ Agricultural Learning and Impacts Network. 2011. *P4P and Gender: Literature Review and Fieldwork Report*. Londres.

¹⁵ PAM. Évaluations sectorielles des activités reposant sur les transferts monétaires et les bons (2012–2013).

12. Le Guatemala est exposé à une multiplicité de menaces et de risques¹⁶. En 2013, l'unité chargée de l'ACV au sein du bureau de pays a délimité les zones dans lesquelles les chocs d'origine climatique entraînent les répercussions les plus graves sur la sécurité alimentaire. Les zones les plus vulnérables sont les plaines inondables et les reliefs très accidentés du couloir de la sécheresse; les petits paysans qui pratiquent une agriculture de subsistance ou que leur seule activité agricole ne suffit pas à faire vivre et les journaliers sans terre sont ceux dont les moyens d'existence sont les plus précaires.
13. Ce programme de pays tient compte des enseignements dégagés des précédentes interventions.
14. Dans le cadre du programme de pays 200031, entre 2010 et 2012, le PAM a fourni aux enfants âgés de 6 à 23 mois, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes un aliment composé enrichi (VitaCereal) dans huit municipalités du département de Totonicapán pour les inciter à se rendre dans les dispensaires, l'objectif étant d'améliorer la couverture vaccinale, les soins anténatals et le suivi de la croissance. Il ressort de l'évaluation finale que le taux de malnutrition chronique a reculé de 82 pour cent à 78,5 pour cent parmi les ménages participants, ce qui semble attester de l'efficacité de la démarche retenue par le PAM¹⁷.
15. Les activités d'éducation à la nutrition organisées au sein des communautés ont permis de faire en sorte que les ménages utilisent correctement les produits nutritionnels. Le PAM a mené une action de sensibilisation à la nécessité de réduire la dénutrition, ce qui a contribué à la décision prise par le Gouvernement d'inclure la période décisive des 1 000 jours dans le Pacte "Faim zéro" et de financer des interventions portant sur l'alimentation et la nutrition.
16. Le PAM s'est servi des activités Assistance alimentaire pour la création d'avoirs pour consolider les moyens d'existence des paysans exerçant une agriculture de subsistance victimes de crises à répétition. Selon une évaluation externe, "les résultats permettent raisonnablement d'affirmer que les activités VCA ont eu un effet significatif sur les moyens d'existence des ménages participants", et plus de 75 pour cent des avoirs ont perduré une fois le projet achevé¹⁸. L'unité du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation chargée de la vulgarisation en milieu rural a repris certains éléments du programme participatif mis en place par le PAM dans les activités d'appui aux agriculteurs, ce qui a permis de renforcer l'efficacité de la vulgarisation.
17. Le PAM met en œuvre des activités Achats au service du progrès au Guatemala depuis 2007. Les formations assurées dans le domaine de la gouvernance, de la gestion financière et de l'utilisation du système bancaire ont permis de développer les possibilités d'accès au crédit des organisations paysannes et, par voie de conséquence, l'accès à la terre et aux capitaux indispensables pour innover. La formation aux pratiques optimales de production et de traitement après récolte a joué un rôle essentiel pour assurer le succès de la commercialisation. Grâce à la prise en compte systématique de la problématique hommes-femmes, toutes les composantes ont inclus des activités ayant trait à la participation des femmes, leur autonomisation et leur accès aux responsabilités. Les petits paysans ont pu accroître leurs revenus en produisant davantage de maïs et de haricots de meilleure qualité, en réduisant les pertes après récolte et en vendant leurs excédents sur les marchés.

¹⁶ DIPECHO. 2012. *Guatemala Country Document VII DIPECHO Action Plan*. Programme de préparation aux catastrophes de la Direction générale de l'aide humanitaire et de la protection civile de la Commission européenne (DIPECHO). Managua.

¹⁷ En 2014, le PAM a lancé un projet pilote, dans le cadre duquel les enfants de Totonicapán âgés de 6 à 23 mois reçoivent du SuperCereal Plus, que le Gouvernement devrait prendre en charge à l'issue de la phase expérimentale.

¹⁸ WFP/EB.1/2014/5-B.

18. La valeur alpha mesurant le rapport coût/efficacité des rations en nature s'établit à 0,72. La valeur oméga indique que l'efficacité nutritionnelle des activités reposant sur les transferts monétaires et les bons est analogue à celle des distributions de vivres, mais ces activités présentent des avantages supplémentaires sur le plan du contrôle qu'exercent les femmes sur les ressources du ménage et de l'augmentation de la demande sur les marchés locaux.
19. Les priorités actuelles du Gouvernement sont exposées dans le Pacte "Faim zéro", le Pacte pour la sécurité, la justice et la paix, et le Pacte pour la compétitivité, qui sont au cœur de la première Stratégie nationale de développement du Guatemala, intitulée K'atun 2032, dont les derniers détails sont en cours de mise au point. Le Pacte "Faim zéro", élaboré en tenant compte des analyses effectuées par les pouvoirs publics et des résultats de l'ACV, incarne une approche transsectorielle de la réduction de la malnutrition chronique et de la prévention des décès causés par la malnutrition aiguë. Ce document expose les grandes lignes d'interventions visant à favoriser le bon développement des enfants dans la période de 1 000 jours qui suit la conception, conformément au mouvement mondial Renforcer la nutrition (SUN); il permet de traduire dans les faits la politique nationale en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, et il applique une approche intégrée pour s'attaquer aux causes profondes de la malnutrition grâce à la création de revenus, à l'amélioration et la diversification de la production vivrière des petits exploitants agricoles et des paysans pratiquant une agriculture de subsistance, à l'amélioration de l'accès aux marchés et aux filières, à l'amélioration des installations d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement, et à l'éducation et l'alphabétisation dans les zones rurales les plus touchées par la malnutrition chronique¹¹.
20. Dans le cadre du Pacte "Faim zéro", le Ministère de la santé publique et de l'aide sociale fournit du VitaCereal à tous les enfants âgés de 6 à 23 mois des 166 municipalités prioritaires. Cependant, bien que le VitaCereal soit approprié pour les femmes enceintes et les mères allaitantes, et les bénéficiaires des activités d'assistance alimentaire pour la création d'avoirs, ce produit ne correspond pas aux nouvelles normes en matière de nutrition des enfants appartenant à cette tranche d'âge et doit être remplacé par un autre. Le Guatemala s'est joint au mouvement SUN en décembre 2010, démontrant ainsi la ferme volonté du Gouvernement de s'attaquer à la malnutrition chronique.

PRIORITÉS DU PROGRAMME ET PARTENARIATS

21. Le programme comprend trois composantes qui ont pour objet de s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle en appliquant une démarche intégrée:
- *Prévenir et réduire la malnutrition* au sein des groupes vulnérables, et renforcer l'aptitude des pouvoirs publics à mettre en œuvre des programmes nutritionnels intégrés (Objectif stratégique 4)¹⁹;
 - *Renforcer la résilience et réduire la vulnérabilité face aux chocs* au sein des communautés, et améliorer l'aptitude du Gouvernement à atténuer les effets des catastrophes (Objectif stratégique 3); et

¹⁹ Objectif stratégique 3: réduire les risques et mettre les personnes, les communautés et les pays à même de couvrir leurs besoins alimentaires et nutritionnels; Objectif stratégique 4: réduire la dénutrition et rompre le cycle intergénérationnel de la faim.

- *Relier les petits exploitants agricoles aux marchés* en utilisant les achats locaux pour renforcer la capacité des paysans à répondre aux demandes du marché et en encourageant les pouvoirs publics à adopter des mesures de nature à promouvoir les achats locaux (Objectif stratégique 3).
22. L'éducation à la nutrition, l'égalité des sexes et le renforcement des capacités institutionnelles font partie intégrante de chacune de ces composantes. Le PAM recueillera les éléments factuels relatifs à l'impact des interventions dans le cadre du Pacte "Faim zéro" dans les domaines pour lesquels il dispose d'un avantage comparatif, et il plaidera en faveur de l'utilisation de pratiques optimales à l'échelle du pays.

Composante 1: Prévenir et réduire la malnutrition

23. Pour contribuer aux activités d'alimentation complémentaire mises en place au titre du Pacte "Faim zéro", le PAM fournira des aliments nutritifs spéciaux et mettra en place des activités d'éducation au sein des communautés. Il renforcera la mise en œuvre des dix interventions offrant le meilleur rapport coût/efficacité en matière de prévention des retards de croissance²⁰, et complétera les interventions engagées au titre du mouvement SUN.
24. Le PAM collaborera avec le Ministère de la santé publique et de l'aide sociale, les organismes locaux, gouvernementaux et non gouvernementaux du secteur de la santé et les organisations internationales, dont le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, l'Organisation mondiale de la Santé et le Fonds des Nations Unies pour la population.
25. Le PAM encouragera la production locale de SuperCereal Plus, un produit qui contient des protéines animales et dont la composition en micronutriments est améliorée, et il en fournira à tous les enfants âgés de 6 à 23 mois qui vivent dans ses zones d'intervention; quant aux femmes enceintes et aux mères allaitantes, elles recevront du SuperCereal. Cette intervention sera mise en œuvre dans un certain nombre de municipalités des départements de Sololá et Chimaltenango, où la prévalence des retards de croissance atteint respectivement 72,3 pour cent et 61,2 pour cent. Le PAM suivra les effets de l'administration de SuperCereal Plus et renforcera les capacités des pouvoirs publics quant à l'utilisation de ce produit. D'ici à l'achèvement du programme de pays, le SuperCereal Plus devrait avoir remplacé le VitaCereal dans toutes les municipalités prioritaires au titre du Pacte "Faim zéro".
26. Le PAM fournira des micronutriments en poudre aux enfants visés par cette intervention lorsque les pouvoirs publics ne le font pas. Selon les directives internationales, les enfants devraient recevoir des micronutriments en poudre lorsque des aliments composés enrichis sont distribués; le risque de surdosage en micronutriments est minime.
27. Le PAM développera les capacités du personnel concerné des pouvoirs publics guatémaltèques dans les domaines de la gestion, de la mise en œuvre et du suivi d'activités d'alimentation complémentaire, et de la prise en compte systématique des aspects relatifs à la problématique hommes-femmes et à la protection.
28. Le PAM se servira du réseau communautaire d'entraide pour faire participer les femmes et les hommes aux activités de sensibilisation afin d'améliorer les habitudes alimentaires des ménages, en particulier pour la période des 1 000 premiers jours. Des messages nutritionnels adaptés aux besoins des populations locales aborderont les thèmes suivants: alimentation des nourrissons et des jeunes enfants, utilisation d'une eau salubre, amélioration de l'hygiène et services de base en matière de santé et de nutrition.

²⁰ Ruel, M.T. et Alderman, H. 2013. Nutrition-sensitive interventions and programmes: how can they help to accelerate progress in improving maternal and child nutrition? *The Lancet*, 382(9891): 536–551.

29. Dans le cadre de cette composante, la mutualisation des méthodes et la formation du personnel du Ministère du développement social permettront de mener une action de sensibilisation aux questions de nutrition et de renforcer les capacités en matière de suivi des programmes de protection sociale. Le développement des capacités au sein du Ministère de l'éducation permettra d'améliorer la nutrition et le suivi dans le cadre du programme d'alimentation scolaire. Le PAM évaluera la situation des personnes vivant avec le VIH/sida sur le plan de la sécurité alimentaire et leur état nutritionnel, de manière à orienter la politique nutritionnelle, à optimiser les traitements et à améliorer leur observance.

Composante 2: Renforcer la résilience et réduire la vulnérabilité face aux chocs

30. Dans le cadre des activités d'assistance alimentaire pour la création d'avoires, le PAM fournira des vivres, des espèces et des bons pour appuyer la création d'avoires et la protection des ressources naturelles au sein des communautés les plus vulnérables. Les partenaires à l'échelle nationale et locale sont notamment les municipalités et le personnel du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation chargé de la vulgarisation en milieu rural, et le PAM étudie actuellement d'autres perspectives de collaboration, notamment avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et des organisations non gouvernementales. Cette composante concorde avec les stratégies et cadres régionaux et les priorités nationales.
31. Cette composante complète les opérations d'envergure régionale du PAM: l'intervention prolongée de secours et de redressement menée en Amérique centrale pour répondre à des catastrophes survenant brutalement ou moins soudainement; et un projet visant à renforcer les capacités de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise au niveau national et infranational.
32. Les activités d'assistance alimentaire pour la création d'avoires permettront d'améliorer les écosystèmes, l'adaptation au changement climatique et la production agricole en appuyant l'aménagement de terrasses, de cordons et de petits réseaux d'irrigation et le reboisement sur le territoire de 152 communautés. Ces avoires favoriseront la résilience face à l'évolution des conditions climatiques. L'analyse intégrée de la situation et les consultations de grande ampleur auxquelles le PAM a procédé ont permis d'identifier huit municipalités exposées à l'insécurité alimentaire, aux chocs climatiques à répétition et à la dégradation de l'environnement²¹.
33. Afin de renforcer la prise en main des activités au niveau national, le PAM a associé ses homologues au sein des pouvoirs publics, à tous les niveaux, à la conception et l'utilisation des outils mis en place au titre du programme afin d'améliorer l'analyse, le ciblage géographique, la sélection des bénéficiaires et la planification des activités.
34. Les critères de sélection des bénéficiaires sont notamment le caractère saisonnier de la production agricole et la vulnérabilité des paysans pratiquant une agriculture de subsistance, la possession d'une parcelle de terre dans le périmètre de l'un des bassins versants concernés, et l'intérêt porté à une participation à long terme. Les 9 000 ménages sélectionnés représentent 20 pour cent de la population exposée à l'insécurité alimentaire. Les vivres, les transferts monétaires et les bons couvriront les besoins pendant 100 jours par an, ce qui correspond aux périodes de pénurie alimentaire et au nombre de jours de travail nécessaires pour créer des avoires durables de qualité.

²¹ Il s'agit des municipalités de Zacapa, San Diego, Cabañas, San Jorge et Huité dans le département de Zacapa, et de San Agustín Acasaguastlán, San Cristóbal Acasaguastlán et El Júcaro dans le département d'El Progreso.

35. Des espèces, des bons ou des vivres seront distribués trois fois par an. Au début de chaque année, lorsque les prix des produits alimentaires sont bas et les réserves des ménages suffisantes, le PAM fournira des espèces et des bons destinés à accroître le pouvoir d'achat des bénéficiaires. La valeur des transferts monétaires et des bons équivaut au coût de l'assortiment alimentaire du PAM sur les marchés locaux, et ils permettent d'acheter des légumes frais, des fruits ou des produits laitiers et, par conséquent, de diversifier le régime alimentaire et de soutenir les marchés locaux.
36. Un assortiment alimentaire équilibré sur le plan nutritionnel et compatible avec la culture locale, composé de SuperCereal, d'huile végétale, de maïs et de haricots, sera distribué au début et au plus fort de la période de soudure, lorsque l'insécurité alimentaire et les prix sur les marchés sont au plus haut et les réserves de céréales des ménages au plus bas. Cette stratégie sera réexaminée et adaptée chaque année. L'éducation à la nutrition viendra compléter les activités d'assistance alimentaire pour la création d'avoirs.
37. Les services du PAM ont élaboré un plan pour mettre en œuvre au Guatemala des activités fondées sur les transferts monétaires et les bons et des activités d'assistance alimentaire pour la création d'avoirs, accompagné d'une évaluation des technologies de l'information et des communications, de la sécurité sur le terrain, des risques, des marchés, et des capacités des partenaires. Des prestataires de services disposant des capacités et du réseau nécessaires pour assurer les transferts monétaires ont été recensés. Le modèle retenu pour les bons sera arrêté après discussion avec les chaînes de magasins de vente au détail. Les facteurs qui influent sur les besoins des bénéficiaires, et notamment les fluctuations saisonnières des prix des produits alimentaires et des salaires, seront pris en considération.
38. Les activités d'assistance alimentaire pour la création d'avoirs feront toute leur place aux femmes, en prenant dûment en considération leurs besoins, leur charge de travail, leurs horaires et le rôle important qu'elles jouent dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Le PAM travaillera avec le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation pour cerner les facteurs qui font obstacle à la participation des femmes, et il favorisera la maîtrise des revenus des ménages et des ressources naturelles par les femmes et leur participation aux processus de décision à l'échelle des communautés.
39. Le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation a beaucoup investi dans son réseau de vulgarisation en milieu rural tout au long de l'année 2013, et il s'est engagé à fournir une assistance technique et des intrants agricoles en complément des interventions du PAM. Pour renforcer les capacités nationales et locales en matière de diversification de la production agricole, d'assainissement et de santé et de nutrition de base, conformément aux lignes directrices du Pacte "Faim zéro", le PAM assurera une formation et fournira des manuels accompagnés de conseils.

Composante 3: Relier les petits exploitants agricoles aux marchés

40. Se fondant sur les enseignements tirés, le PAM aidera les organisations de petits agriculteurs à assurer une production locale plus abondante et de meilleure qualité, à réduire les pertes après récolte et à organiser la commercialisation des excédents sur les marchés, l'objectif étant d'améliorer les revenus. Cette composante comprendra une assistance technique, le renforcement des capacités de commercialisation, l'accès au crédit et une diffusion plus large des informations sur les marchés.

41. Il s'agit de promouvoir la participation des organisations agricoles aux marchés, et notamment celle des organisations de femmes. Cette composante, qui permettra de sensibiliser les femmes et les hommes aux questions de parité entre les sexes, notamment en ce qui concerne le partage des responsabilités au sein du ménage, sera axée sur la participation des femmes aux décisions, la planification attentive à l'égalité des sexes, et l'évolution des mentalités visant à éliminer la discrimination et les violences à l'égard des femmes.
42. Pour les besoins de l'assistance alimentaire fournie au titre de la composante 2, le PAM achètera les excédents de production des petits exploitants à hauteur de 50 tonnes de haricots et 245 tonnes de maïs par an. Lorsque c'est possible, les achats locaux de SuperCereal Plus à des entreprises du secteur privé seront subordonnés à l'utilisation de maïs provenant des organisations paysannes.
43. Le PAM récapitulera les enseignements dégagés et encouragera l'institutionnalisation de mécanismes de nature à développer les débouchés sur les marchés à l'échelle nationale.
44. Les interventions seront mises en œuvre dans les départements d'Izabal, Alta Verapaz, Chiquimula, Zacapa et Jutiapa, où les organisations paysannes sont susceptibles de produire des excédents. Les critères de sélection des organisations comprendront: des conditions adaptées à la culture du maïs et des haricots; la présence de paysans disposant de 0,5 à 3,5 hectares chacun pour cultiver du maïs ou des haricots; la volonté d'adopter des techniques innovantes, d'assumer les risques et de s'organiser; la participation de femmes et de jeunes ruraux en tant qu'adhérents et en tant que responsables; et une existence officielle.
45. La collaboration avec la FAO, le Fonds international de développement agricole (FIDA), l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) et des partenaires du secteur privé se poursuivra. La FAO et l'IICA fourniront une assistance agronomique, technique et organisationnelle aux organisations de petits paysans et à leurs adhérents. Les projets financés par le FIDA sont mis en œuvre dans des zones qui recoupent les régions concernées par cette composante, et le FIDA est désireux d'aider les organisations paysannes à bénéficier de ses programmes d'investissement, aux côtés du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation.

TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES, PAR COMPOSANTE			
	Hommes/ garçons	Femmes/ filles	Total
Composante 1: malnutrition	26 250	76 250*	102 500**
Composante 2: résilience	22 500	22 500	45 000
Composante 3: marchés	1 650	1 650	3 300
TOTAL	50 400	100 400	150 800

* 26 250 filles et 50 000 femmes enceintes et mères allaitantes.

** 52 500 enfants et 50 000 femmes enceintes et mères allaitantes.

TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES ET TRANSFERTS, PAR COMPOSANTE (g/personne/jour)				
	Malnutrition		Résilience	
	Enfants de 6 à 23 mois	Femmes enceintes et mères allaitantes	Vivres	Espèces et bons
SuperCereal Plus	60	-	-	-
SuperCereal/VitaCereal	-	100	30	-
Micronutriments en poudre*	0,3	-	-	-
Maïs	-	-	400	-
Haricots	-	-	80	-
Huile végétale	-	-	30	-
Transferts monétaires et bons (dollars/personne/jour)	-	-		0,35
TOTAL	60,3	100	540	0,35
Total kcal/jour	246	380	2 112	-
% kcal d'origine protéique	16	14	11,6	-
% kcal d'origine lipidique	9	6	22,3	-
Nombre de jours d'alimentation par an	365	365	64	36
Nombre de jours d'alimentation par bénéficiaire pour toute la durée du programme de pays	549	365	320	140

* Le protocole guatémaltèque préconise l'administration de 1 gramme par personne et par jour, 60 jours chaque semestre, soit 120 grammes par personne et par an.

TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS, PAR COMPOSANTE					
		Malnutrition	Résilience	Marchés	Total
SuperCereal Plus	Tonnes	2 100	-	-	2 100
	Dollars	3 435 773	-	-	3 435 773
SuperCereal/VitaCereal	Tonnes	1 800	450	-	2 250
	Dollars	1 638 000	373 500	-	2 011 500
Micronutriments en poudre	Tonnes	5	-	-	5
	Dollars	141 900	-	-	141 900
Maïs	Tonnes	-	6 000	-	6 000
	Dollars	-	2 700 000	-	2 700 000
Haricots	Tonnes	-	1 200	-	1 200
	Dollars	-	1 308 372	-	1 308 372
Huile végétale	Tonnes	-	450	-	450
	Dollars	-	687 127	-	687 127
TOTAL	Tonnes	3 905	8 100	-	12 005
	Dollars	5 215 673	5 068 999	-	10 284 672
Transferts monétaires et bons	Dollars	-	2 598 750	-	2 598 750
Développement et augmentation des capacités	Dollars	214 780	102 780	1 369 620	1 687 180
TOTAL (en dollars)		5 430 453	7 770 529	1 369 620	14 570 602
Pourcentage du total des besoins		37	53	10	100

GESTION DU PROGRAMME ET DES RISQUES

46. Le ciblage reposera sur l'évaluation des besoins des populations dans les zones délimitées grâce à l'ACV, l'analyse intégrée de la situation et la concertation avec les interlocuteurs au sein des pouvoirs publics.
47. Un certain nombre de facteurs qui influent sur les besoins des bénéficiaires, notamment les fluctuations saisonnières des prix des produits alimentaires et des salaires, seront pris en considération afin de faire en sorte que les interventions et les modalités de transfert soient appropriées et efficaces, et qu'elles offrent un rapport coût/efficacité satisfaisant.
48. Les résultats seront mesurés à l'aide du cadre logique et de l'outil de suivi et d'évaluation dont le bureau de pays est doté. Le nouveau système intégré de gestion de la performance et des risques mis en place à l'échelle du PAM permettra de mesurer les résultats de la gestion et de répertorier les risques et les mesures d'atténuation.
49. Pour toutes les composantes, des plans de performance seront élaborés avec les institutions publiques chargées de l'exécution. Le suivi comprendra la réalisation d'études de référence, le suivi des processus et des effets directs, et un examen à mi-parcours qui sera effectué d'ici à la troisième année d'exécution. Les dispositifs de suivi et d'évaluation permettront de recueillir des données primaires, y compris les réactions des bénéficiaires, et de les recouper

avec des informations provenant de sources secondaires afin d'améliorer la fiabilité des constatations.

50. L'évaluation à mi-parcours permettra d'obtenir une appréciation indépendante de la performance fondée sur des éléments concrets, ce qui éclairera le choix des adaptations à apporter à la mise en œuvre du programme de pays. L'évaluation finale contribuera utilement à l'obligation de rendre des comptes ainsi qu'à l'apprentissage. Les méthodes participatives employées pour dégager les enseignements comprendront des études de cas tirées des interventions et l'analyse des points de vue des bénéficiaires.
51. L'achat de produits alimentaires issus de la production locale figure en tête des priorités. Les achats effectués auprès des petits exploitants seront soumis aux règles en la matière en vigueur au PAM, mais les organisations paysannes ne se verront pas imposer une garantie de bonne exécution, et le PAM fournira des sacs portant le marquage approprié. Outre ses propres achats, le PAM fera campagne afin d'obtenir de nouveaux débouchés commerciaux pour les organisations participant au programme Achats au service du progrès.
52. Le PAM et l'Institut national du commerce agricole du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation se chargeront de la logistique. Les pouvoirs publics assureront le transport et fourniront le personnel et les entrepôts, ils prendront en charge les coûts de distribution et ils seront responsables des formalités douanières.

Gestion des risques

53. Les principaux risques recensés sont une inflexion des priorités du Gouvernement après les élections générales qui auront lieu au Guatemala en 2015, des catastrophes naturelles de grande ampleur survenant brutalement, la détérioration des conditions de sécurité, une forte instabilité des prix des produits agricoles, et des ressources insuffisantes en raison de l'évolution des priorités des donateurs.
54. Les élections générales prévues pour septembre 2015 pourraient donner lieu à une inflexion des priorités du Gouvernement. Le PAM interviendra auprès des décideurs politiques et de la société civile pour prôner la poursuite d'une démarche intégrée de lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au cours du prochain mandat.
55. Pour atténuer le risque de voir le manque d'intérêt de la part des homologues ou le fort taux de renouvellement du personnel perturber l'exécution de l'intervention, le PAM intensifiera la coordination à tous les niveaux, élaborera des plans annuels officiels de mise en œuvre et augmentera les capacités nationales en assurant la formation et l'encadrement des nouveaux venus.
56. Dans les pays à revenu intermédiaire, la mobilisation de financements n'est pas chose facile. Le PAM continuera de tenir aux donateurs actuels et potentiels un langage clair, et il conservera un positionnement stratégique dans les domaines d'intervention tels que la nutrition, le renforcement de la résilience et les débouchés des petits paysans. Le renforcement des partenariats permettra d'atténuer le risque de manque de ressources.
57. La forte instabilité des prix des denrées de base et des carburants pourrait entraîner une diminution des quantités de vivres achetées et du nombre de bénéficiaires pris en charge. Le PAM suivra les prix des achats locaux et régionaux, et il privilégiera les itinéraires permettant d'économiser le carburant pour acheminer les vivres à distribuer.
58. Des plans de préparation aux situations d'urgence, de continuité des activités et de redressement sont en place pour atténuer les répercussions des catastrophes naturelles.

Gestion des risques en matière de sécurité

59. Selon le système de niveaux d'insécurité des Nations Unies, le Guatemala est classé au niveau 3 (insécurité modérée). L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime fait savoir que le taux d'homicides du pays est l'un des plus élevés au monde. L'essor du crime organisé, en particulier les gangs de rue et les cartels de la drogue, contribue à l'aggravation de la violence. Les Normes minimales de sécurité opérationnelle (MOSS) seront appliquées tout au long de la mise en œuvre du programme de pays, et des évaluations internes et externes des conditions de sécurité seront effectuées à intervalles réguliers. Le Bureau du PAM au Guatemala respecte les normes MOSS et actualise systématiquement l'analyse des conditions de sécurité et les directives en la matière. En outre, la formation du personnel et la coordination avec le Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies et les partenaires permettront d'atténuer l'insécurité.

ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DE L'INTERVENTION			
	Quantité (en tonnes)	Valeur (en dollars)	Valeur (en dollars)
Vivres			
Céréales	6 000	2 700 000	
Légumes secs	1 200	1 308 372	
Huile et matières grasses	450	687 127	
Aliments composés et mélanges	4 350	5 447 273	
Autres	5	141 900	
Total, produits alimentaires	12 005	10 284 672	
Transport extérieur		122 017	
Autres coûts opérationnels directs: produits alimentaires		384 171	
Produits alimentaires et coûts connexes¹		10 790 861	10 790 861
Espèces et bons		2 598 750	
Coûts connexes		355 465	
Espèces et bons, et coûts connexes		2 954 215	2 954 215
Développement et augmentation des capacités		1 687 180	1 687 180
Coûts opérationnels directs			15 432 256
Coûts d'appui directs (voir l'annexe I-B) ²			3 460 511
Total des coûts directs du projet			18 892 767
Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent) ³			1 322 493
COÛT TOTAL POUR LE PAM			20 215 260

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins d'établissement des budgets et d'approbation, dont la composition peut varier.

² Chiffre indicatif fourni à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

³ Le taux de recouvrement des coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

ANNEXE I-B

COÛTS D'APPUI DIRECTS (en dollars)	
Dépenses de personnel et frais connexes	
Administrateurs	319 620
Agents des services généraux	1 567 770
Total partiel	1 887 390
Dépenses de fonctionnement et autres	600 721
Dépenses d'équipement	25 000
Sécurité	155 400
Voyages et transport	513 000
Études préalables, évaluations et suivi¹	279 000
TOTAL DES COÛTS D'APPUI DIRECTS	3 460 511

¹ Ce montant correspond à une estimation des coûts à prendre en charge lorsque ces activités sont réalisées par des tiers.

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
Résultats transversaux		
Problématique hommes-femmes Amélioration de l'égalité entre les sexes et autonomie accrue des femmes	Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des espèces, des bons ou des produits alimentaires sont prises conjointement par les femmes et les hommes Proportion de femmes bénéficiaires exerçant des responsabilités au sein des comités de gestion de projet Proportion de femmes membres de comités de gestion de projet ayant reçu une formation sur les modalités de distribution de vivres, d'espèces ou de bons	
Protection et responsabilité à l'égard des populations touchées Fourniture et utilisation de l'assistance du PAM dans des conditions satisfaisantes en termes de sécurité, de transparence et de respect de la dignité	Proportion d'hommes bénéficiant d'une assistance informés au sujet du programme (qui en sont les bénéficiaires, ce qu'ils vont recevoir, comment faire une réclamation) Proportion d'hommes bénéficiant d'une assistance qui ne rencontrent pas de problèmes de sécurité sur les sites des programmes du PAM ou sur le trajet emprunté pour s'y rendre ou en revenir Proportion de femmes bénéficiant d'une assistance informées au sujet du programme (qui en sont les bénéficiaires, ce qu'ils vont recevoir, comment faire une réclamation) Proportion de femmes bénéficiant d'une assistance qui ne rencontrent pas de problèmes de sécurité sur les sites des programmes du PAM ou sur le trajet emprunté pour s'y rendre ou en revenir	
Partenariats Coordination des interventions d'assistance alimentaire et mise en place et maintien de partenariats	Montant des fonds complémentaires alloués au projet par des partenaires (y compris des organisations non gouvernementales, la société civile, des organisations du secteur privé, des institutions financières internationales et des banques régionales de développement) Nombre d'organisations partenaires fournissant des intrants et des services complémentaires Proportion des activités du projet exécutées avec la participation de partenaires complémentaires	



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
Objectif stratégique 3: réduire les risques et mettre les personnes, les communautés et les pays à même de couvrir leurs besoins alimentaires et nutritionnels		
Effet direct 3.1 Renforcement de la résilience et réduction des risques de catastrophe et de choc auxquels sont exposés les communautés et les ménages ciblés en situation d'insécurité alimentaire, résultant notamment de l'amélioration de l'accès aux avoirs nécessaires à la subsistance	Score relatif aux avoirs des communautés: pourcentage de communautés ayant un score en hausse Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages (dirigés par un homme) ayant un score de consommation alimentaire acceptable Score de diversité alimentaire (ménages dirigés par un homme) Indice des stratégies de survie (alimentation): indice des stratégies de survie (moyenne) Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages (dirigés par une femme) ayant un score de consommation alimentaire acceptable Score de diversité alimentaire (ménages dirigés par une femme)	Les pouvoirs publics ne modifient pas leurs priorités après les élections de 2015. Les homologues au sein des pouvoirs publics continuent de fournir une assistance technique à l'issue des élections de 2015.
Effet direct 3.2 Renforcement de la capacité des pays, des communautés et des institutions en matière de réduction des risques	Indice de capacité nationale: programmes en faveur de la résilience	Comme indiqué ci-dessus
Effet direct 3.3 Amélioration des débouchés permettant aux producteurs et aux commerçants d'écouler les produits agricoles et alimentaires au niveau régional, national et local	Proportion d'aliments achetés à des fournisseurs régionaux, nationaux et locaux, en pourcentage de ceux distribués par le PAM dans le pays Proportion d'aliments enrichis achetés à des fournisseurs régionaux, nationaux et locaux, en pourcentage de ceux distribués par le PAM dans le pays Produits alimentaires achetés par le biais de systèmes de regroupement de la production auxquels participent les petits exploitants, en pourcentage des achats effectués au niveau régional, national et local	Les prix des denrées et les coûts de production demeurent stables. Aucune catastrophe naturelle n'a d'incidence sur la production.



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
<p>Produit 3.1 Distributions de produits alimentaires, de produits nutritionnels et d'articles non alimentaires de qualité et transferts d'espèces et de bons effectués en quantité suffisante et en temps voulu au profit des bénéficiaires ciblés</p>	<p>Nombre de femmes, d'hommes, de garçons et de filles recevant une assistance alimentaire par activité, catégorie de bénéficiaires, sexe, denrée, article non alimentaire, transferts monétaires et bons, en pourcentage du nombre prévu</p> <p>Quantité d'assistance alimentaire distribuée, par type, en pourcentage de la quantité prévue</p> <p>Quantité d'articles non alimentaires distribués, par type, en pourcentage de la quantité prévue</p> <p>Montant total des transferts monétaires en faveur des bénéficiaires ciblés, par sexe et catégorie de bénéficiaires, en pourcentage du montant prévu</p>	<p>Les contributions peuvent être adaptées aux nouvelles modalités de distribution.</p>
<p>Produit 3.2 Avoirs communautaires ou avoirs utiles à la subsistance créés, remis en état ou entretenus par les ménages et les communautés ciblées</p>	<p>Nombre d'avoirs créés, remis en état ou entretenus par les ménages et les communautés ciblées, par type et unité de mesure</p>	<p>Les pouvoirs publics ne modifient pas leurs priorités après les élections de 2015.</p>
<p>Produit 3.3 Capacités humaines atténuant les risques de catastrophe et de choc développées</p>	<p>Nombre de personnes formées, par sexe et type de formation</p>	
<p>Produit 3.4 Systèmes nationaux de suivi de l'évolution de la sécurité alimentaire et de la nutrition renforcés</p>	<p>Nombre d'homologues gouvernementaux formés à la collecte et à l'analyse des données sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle</p> <p>Nombre de rapports de suivi/surveillance sur la sécurité alimentaire et la nutrition établis avec l'aide du PAM</p>	
<p>Produit 3.5 Dispositifs et cadres réglementaires nationaux mis en place en matière de nutrition, d'alimentation scolaire et de filets de sécurité</p>	<p>Nombre de programmes nationaux élaborés avec l'appui du PAM (nutrition, alimentation scolaire, filets de sécurité)</p> <p>Nombre d'activités d'assistance technique organisées, par type</p> <p>Nombre de politiques nationales concernant les filets de sécurité ayant une dimension nutritionnelle</p>	

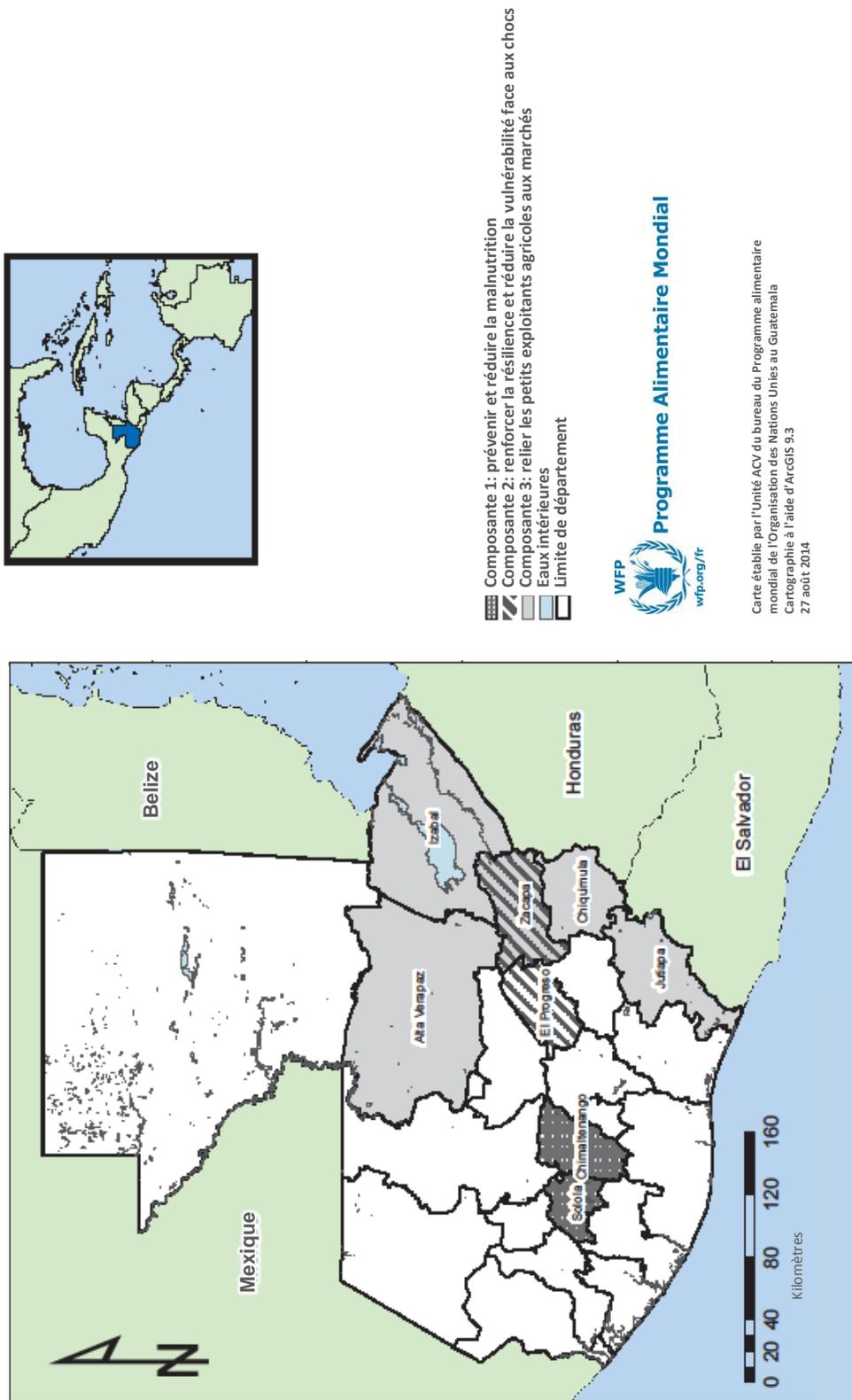
ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
<p>Produit 3.6 Quantité accrue de produits alimentaires achetés par le PAM sur les marchés régionaux, nationaux et locaux et à de petits exploitants</p>	<p>Quantité de produits alimentaires achetés localement dans le cadre du système d'achats locaux et régionaux (en tonnes) Nombre d'organisations paysannes ayant bénéficié d'une formation sur l'accès aux marchés et les traitements après récolte Nombre de petits exploitants ayant bénéficié d'un appui</p>	Comme indiqué ci-dessus
<p>Produit 3.7 Quantité accrue d'aliments enrichis, d'aliments complémentaires et de produits nutritionnels spéciaux achetés par le PAM à des fournisseurs locaux</p>	Quantité d'aliments enrichis, d'aliments complémentaires et de produits nutritionnels spéciaux achetés à des fournisseurs locaux	Comme indiqué ci-dessus
Objectif stratégique 4: réduire la dénutrition et rompre le cycle intergénérationnel de la faim		
<p>Effet direct 4.1 Réduction de la dénutrition, y compris des carences en micronutriments, chez les enfants âgés de 6 à 59 mois, les femmes enceintes, les mères allaitantes et les enfants d'âge scolaire</p>	<p>Proportion de la population ciblée qui participe à un nombre suffisant de distributions Proportion de la population remplissant les conditions pour bénéficier du programme qui y participe effectivement (couverture) Proportion d'enfants recevant l'apport alimentaire minimal acceptable</p>	Aucune catastrophe naturelle ne se produit dans la zone d'exécution.
<p>Effet direct 4.2 Renforcement des capacités et accroissement de la prise en charge des activités au profit de la lutte contre la dénutrition et de l'amélioration de l'accès à l'éducation au niveau régional, national et communautaire</p>	<p>Indice de capacité nationale: programmes nutritionnels Indice de capacité nationale: alimentation scolaire</p>	Comme indiqué ci-dessus
<p>Produit 4.1 Distributions de produits alimentaires, de produits nutritionnels et d'articles non alimentaires de qualité et transferts d'espèces et de bons effectués en quantité suffisante et en temps voulu au profit des bénéficiaires ciblés</p>	<p>Nombre de femmes, d'hommes, de garçons et de filles recevant une assistance alimentaire par activité, catégorie de bénéficiaires, sexe, denrée, article non alimentaire, transferts monétaires et bons, en pourcentage du nombre prévu Nombre d'institutions bénéficiant d'une assistance (par exemple écoles, dispensaires), en pourcentage du nombre prévu Quantité d'assistance alimentaire distribuée, par type, en pourcentage de la quantité prévue</p>	Le personnel concerné au sein des pouvoirs publics continue de fournir des services de santé et des aliments spéciaux pour les enfants, les femmes enceintes et les mères allaitantes.



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
<p>Produit 4.2 Messages et conseils sur les aliments nutritifs spéciaux et les pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants efficacement diffusés</p>	<p>Proportion de bénéficiaires (femmes/hommes) ayant pris connaissance de messages sur la nutrition diffusés avec l'appui du PAM, par rapport à la proportion prévue</p> <p>Proportion de femmes/d'hommes recevant des conseils sur la nutrition fournis avec l'appui du PAM, par rapport à la proportion prévue</p> <p>Proportion d'aidants familiaux ciblés (hommes et femmes) ayant reçu trois messages clés diffusés grâce aux informations et aux conseils du PAM</p>	
<p>Produit 4.3 Conseils sur les politiques et appui technique fournis en vue d'améliorer la gestion de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de l'alimentation scolaire</p>	<p>Nombre d'agents publics formés par le PAM dans les domaines de la conception et de l'exécution de programmes nutritionnels et d'autres domaines en rapport avec la nutrition (techniques, stratégies, gestion), par sexe et type de formation</p> <p>Nombre d'activités d'assistance technique organisées, par type</p>	
<p>Produit 4.4 Conseils sur les politiques et appui technique fournis en vue d'améliorer la gestion de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, de l'assistance alimentaire et des systèmes de nutrition et de sécurité alimentaire, y compris les systèmes d'information sur la sécurité alimentaire</p>	<p>Nombre d'évaluations/d'opérations de collecte de données réalisées au niveau national prenant en compte la sécurité alimentaire et la nutrition grâce à l'appui du PAM</p> <p>Nombre d'activités d'appui technique concernant le suivi de la sécurité alimentaire et l'assistance alimentaire, par type</p>	

ANNEXE III

Zones d'intervention du programme de pays Guatemala 200641



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

ACV	analyse et cartographie de la vulnérabilité
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
IICA	Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture
MOSS	Normes minimales de sécurité opérationnelle
OMD	objectif du Millénaire pour le développement
SUN	Renforcer la nutrition